

## On n'a pas été le cauchemar de Sarkozy pour céder aux berceuses de Hollande

« On avait dit qu'on serait le cauchemar de Sarkozy. On espère ne pas devenir celui de Hollande et le tien », a lancé un syndicaliste d'Arcelor Mittal à la nouvelle ministre de la culture en campagne à Florange pour les législatives.

Il n'a pas tort de s'inquiéter car tout indique que les plans de licenciements vont se succéder après les élections législatives. Ils avaient été plus ou moins gelés pendant la campagne présidentielle. Mais les voilà qui dégringolent en cascades dans toutes les branches : banques, automobile, téléphonie (SFR), grande distribution (Auchan, Carrefour, Conforama), transports (Air-France, SNCF), services (Nouvelles Frontières, Hersant Média), chimie (Pétroplus), sans parler de La Poste et d'une multitude de petites entreprises partout dans le pays, souvent sous-traitantes de plus grosses.

### On change les étiquettes

La riposte du gouvernement ? Le changement de nom du ministère de l'Industrie, devenu ministère du Redressement productif. « Le ministère que j'ai en charge est un ministère de mobilisation générale des Français, autour de la renaissance de l'industrie » a annoncé Arnaud Montebourg, qui prévient déjà :

---

**« Il se peut que nous encaissions des échecs (...) nous les encaisserons aux côtés des salariés et des territoires »**  
(Arnaud Montebourg)

---

Pour le moment, le redresseur Montebourg s'illustre en promettant aux Fralib à Marseille, en lutte depuis 600 jours à une table ronde avec la multinationale Unilever. Et d'annoncer avec fracas qu'il allait falloir « qu'Unilever mette de l'eau dans son vin ». Et sinon ?

### Tables rondes au sommet

Après une première rencontre avec les « partenaires sociaux » le 29 mai, une « grande conférence économique et sociale » est prévue d'ici le 14 juillet avec des directions syndicales bien plus intéressées par cette grand-messe, que par la préparation d'une riposte du monde du travail.

François Chérèque, au nom de la CFDT, prend même les devants en parlant d'« infaisabilité du Smic à 1700 euros » ! Il n'est malheureusement pas le seul, dans les hautes sphères syndicales, à ne pas être à l'écoute de la colère et des revendications. Côté CGT, on entend davantage parler de la succession de Bernard Thibault que d'un programme de luttes.

### La solution viendra de la base

Il va pourtant falloir réagir car la facture qu'on présente maintenant, une fois la page électorale tournée, qui se compte en dizaines de milliers de licenciement supplémentaires, est plus que salée.

C'est celle que partout en Europe, en Grèce comme en Espagne, les industriels et les banquiers, aidés des gouvernants, présentent aux travailleurs et aux peuples. Pour y résister et reprendre l'offensive, les travailleurs et les jeunes ne peuvent compter que sur leurs propres forces, immenses s'ils les mettent en branle et rompent l'isolement. Ce qui va compter, c'est la jonction des secteurs qui ne manqueront pas de se battre dans les mois qui viennent.

### Une musique de chambre connue

Reste ici en France, l'épisode des législatives. La gauche voudrait nous faire croire qu'il serait décisif que Hollande ait une majorité à la chambre des députés. Pour y décider séance tenante l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires, le Smic à 1700 euros, entre autres ? Ou pour continuer à nous lanterner en nous faisant croire que notre avenir dépendrait d'on ne sait quelle « croissance » qui au mieux sera celle des seuls profits ?

---

**Le mieux que nous ayons à faire dans ces élections, c'est de montrer notre colère et notre méfiance en votant pour les candidats d'extrême gauche.**

---

Voter pour des candidats qui se réclament de notre camarade Philippe Poutou, candidat du NPA aux présidentielles, ou de Nathalie Arthaud de Lutte Ouvrière, ce sera ainsi voter pour un programme de défense des intérêts du monde du travail, que nous imposerons tous ensemble par nos luttes.

**Législatives 2012 :****Christian Morel, salarié au Technocentre, est candidat du NPA sur la 1<sup>ère</sup> circonscription des Yvelines**

(Guyancourt, Montigny, Versailles Nord et Nord-Ouest)

**L'étincelle : Pourquoi cette candidature ?**

**Christian Morel :** « Cela va de pair avec mon engagement syndical au sein de l'entreprise. On voit bien que les problèmes d'emploi, de conditions de travail ou de salaire au Technocentre ne pourront être durablement résolus qu'à une échelle plus large. »

**L'ét. : Que penses-tu du nouveau gouvernement ?**

**CM :** « Hollande a été élu plus par rejet de Sarkozy que par adhésion à son programme. Pour enlever le pouvoir aux financiers et aux grands patrons qui dirigent l'économie et la mènent à la faillite, nous ne pouvons pas compter sur la Gauche actuelle. »

**L'ét. : Quel est ton programme ?**

**CM :** « D'abord imposer des mesures d'urgence pour préserver l'emploi et le niveau de vie du monde du travail : un bouclier social, à l'inverse du bouclier fiscal pour les riches. Puis s'attaquer à la dette et à notre dépendance des marchés financiers : est-il juste de demander à la population de rembourser la dette et ses intérêts alors qu'elle n'en est pas responsable ? Est-il juste d'enrichir encore les banques sans même leur demander de comptes ? Ce n'est pas une hypothétique croissance qui nous sortira de la crise, mais un changement profond de système. »

**L'ét. : Beaucoup disent que c'est utopique...**

**CM :** « L'utopie est de penser qu'on évitera le pire. Ce que vivent les travailleurs grecs ou espagnols, nous commençons à le subir ici. L'utopie, c'est de croire que la Gauche va nous sauver. Si la crise s'approfondit, cela renforcera l'extrême droite qui se nourrit du désespoir. Le changement viendra d'un puissant mouvement social, à l'image de Juin 36. L'extrême gauche se nourrit de l'espoir en un monde meilleur, débarrassé du capitalisme et de ses crises. C'est à nous, aux travailleurs et aux jeunes, de construire cet avenir, sinon ce sera la régression. »

**Variable d'ajustement**

« Je m'adresse à vous car l'entreprise traverse une passe très difficile ». C'est sur ce ton, volontiers dramatique, que le Directeur Commercial Groupe, Jérôme Stoll, débute son courrier à destination des salariés de la DC. Selon lui, la « baisse du marché européen, et en particulier français » non compensée par la croissance à l'international, moins forte que prévue, contraint l'entreprise à « prendre des mesures de recul ou d'annulation de projets ».

Une mauvaise passe qui n'empêche pas de verser 450 millions d'euros de dividendes. Les salariés Renault et les prestataires qui travaillent sur ces projets passeront après.

**Une certaine idée de la solidarité**

M. Stoll exhorte à mener la « chasse au gaspi » et à faire preuve de « civisme d'entreprise » afin de passer cette crise. « Un euro est un euro », dit-il. Du civisme, certains dirigeants pourraient en faire preuve tout de suite en reversant leurs primes et leurs augmentations mirobolantes. Qu'ils commencent par montrer l'exemple.

**Pas que des mauvaises nouvelles**

Avec un dividende de 20 yens par action en 2011, Carlos Ghosn, qui possède plus de 3 millions d'actions Nissan, a empoché 61,9 millions de yens en plus de son salaire (toujours pas rendu public). Soit 620 000 € ! Si l'entreprise traverse une « passe difficile » selon Jérôme Stoll, ce n'est pas le cas de tout le monde.

**Lacharrière de licenciements**

« Des fermetures d'usines pourraient être positives et réduire la pression sur les constructeurs, dont PSA Peugeot Citroën, Renault et Fiat », selon Fitch Ratings, l'agence de notation appartenant à Marc Ladreit de Lacharrière, qui est aussi membre du Conseil d'administration et du Comité des rémunérations de Renault.

Fitch serait-elle le porte-parole de certains administrateurs ? En tout cas, le ver est dans le fruit.

**Plans sociaux de série**

D'après L'usine Nouvelle, 23 500 emplois sont menacés à court terme en France, dont 17 000 pour la seule filière automobile. Outre PSA Aulnay, Saint-Ouen, Rennes et Sevelnord, GM Strasbourg, le journal mentionne Renault Sandouville où le Trafic ne suffirait pas à compenser le départ de la Laguna et de l'Espace. Côté équipementiers, on trouve Goodyear à Amiens, MBF Technologies dans le Jura, Sealynx dans l'Eure, ou Honeywell en Normandie.

Pour imposer l'interdiction des licenciements, le maintien des sites et des emplois, il va falloir un « redressement combatif » et des luttes d'ensemble.